PÊCHE ET AQUACULTURE

La Coopération japonaise magnifiée

Dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, la Coopération japonaise est hautement appréciée par les autorités sénégalaises. Le Secrétaire général du Ministère des Pêches et de l'Économie maritime a listé de nombreuses réalisations à l'actif du pays du Soleil levant lors d'une visite, hier, d'une délégation de l'Ambassade nippone.

Le Secrétaire général du Ministère des Pêches et de l'Économie maritime, Matar Diallo, a magnifié, hier, la qualité de la coopération avec le Japon dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture. C'était lors de la visite d'une délégation de l'Ambassade nippone au Sénégal. « Le Japon est l'un de nos premiers partenaires. Nous sommes sensibles aux actions du Gouvernement japonais, particulièrement dans le secteur de la pêche », a-t-il déclaré. Matar Diallo d'ajouter : « Le Japon investit et nous accompagne dans l'entretien et la maintenance des équipements et des ouvrages ».

Grâce au Japon, le Sénégal a pu construire des infrastructures majeures comme le Marché central au poisson de Pikine, celui de la ville de Kaolack... De nombreux quais de pêche ont été construits à travers le Sénégal grâce à la Coopération japonaise. Matar Diallo a cité ceux de Missirah (région Fatick), Kayar (Thiès), Lompoul (Louga). Le Japon a aussi offert au Sénégal son navire de recherche sur la pêche, Itaf-Deme, et assuré l'entretien jusqu'en 1999. Avec ce navire, trois missions de recherche ont été effectuées durant cette période. La première porte sur les ressources en poisson de la zone côtière, la deuxième sur celles en poisson benthique de la zone hauturière (éloignée des côtes) et la troisième sur les poissons pélagiques.

3,5 milliards de FCfa pour les quais de Mbour et de Joal

Rappelant l'importance de la pêche au Sénégal (sur le plan économique, social, de rentrée de devises et d'apport en protéines animales), le Secrétaire général du Ministère des Pêches et de l'Économie maritime a particulièrement apprécié l'accompagnement des experts japonais qui a permis de renforcer les capacités organisationnelles des acteurs et le transfert de connaissances. Cet accompagnement s'est traduit par la mise sur pied des Conseils locaux de pêche artisanale qui sont des instances de co-gestion pour assurer la durabilité de la ressource. Il s'y ajoute que le Japon offre des bourses de formation et des stages aux ingénieurs et techniciens sénégalais.

Dans le domaine de l'aquaculture, la Coopération japonaise a permis des avancées avec le développement de la filière ostréicole. À Toubacouta, les volontaires japonais ont aidé à la création d'un Groupement d'intérêt économique (Gie) qui s'active dans l'ostréiculture. Aujourd'hui, le département de Foundiougne est réputé être une zone de production d'huitres par excellence. Il s'y ajoute que le Japon offre des bourses de formation et des stages aux ingénieurs et techniciens sénégalais.

Évoquant la nature hautement vitale, sensible et stratégique du poisson qui charrie beaucoup de passion, Matar Diallo a insisté sur les projets futurs avec le Japon, notamment la construction des quais de pêche de Mbour et de Joal d'un montant de 3,5 milliards de FCfa chacun. Il a indiqué que les divergences ont été aplanies. « Le problème du foncier ne se posera plus », a-t-il assuré.

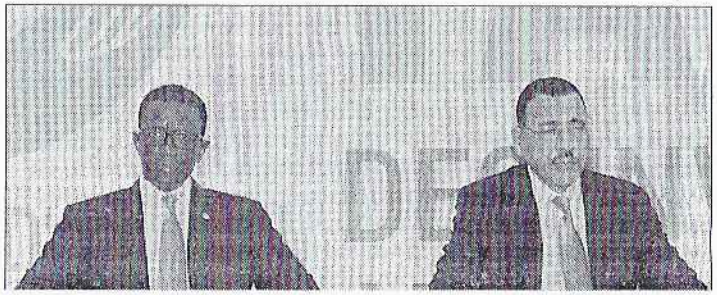
Le Secrétaire général du Ministère des Pêches et de l'Économie maritime est revenu également sur le projet de construction et d'équipement d'un laboratoire national d'analyse multiservice pour les produits de la pêche et de l'aquaculture. Un projet qu'il a qualifié de « majeur ». La délégation japonaise était conduite par Takita Yayoï, Premier secrétaire de l'Ambassade du Japon au Sénégal, et Jun Yoshimizu, Premier adjoint au Représentant-résident de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Ce dernier a rappelé que la Coopération japonaise est alignée sur les priorités du Sénégal et vise à apporter une aide équilibrée entre le développement économique et social.

Le marché central au poisson de Pikine est l'une des infrastructures financées par la coopération japonaise dans le domaine de la pêche.

Mamadou GUÈYE

TABLE RONDE DES INVESTISSEURS

Amadou Bâ plaide pour le Niger



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

La contribution de l'expert japonais Shinichiro Noda saluée

Avec une coopération qui couvre un large éventail dans le domaine de la santé, l'expertise de Shinichiro Noda, conseiller technique au Ministère de la Santé et de l'Action sociale, est appréciée particulièrement dans l'élaboration du plan d'accélération de la lutte contre les maladies non transmissibles.

Des maladies comme le diabète, l'hypertension artérielle, le cancer sont en train de faire des ravages au Sénégal avec une augmentation graduelle des décès. Pour prendre à bras-le-corps ces pathologies que le Dr Malick Anne, chef de la division des maladies non transmissibles, a qualifiées de «tueurs silencieux», le Ministère de la Santé et de l'Action sociale est en train d'élaborer un plan d'accélération de la lutte contre ces maladies pour la période 2023-2027.

«En raison de leur ampleur et de leur prise en charge très coûteuse, les maladies non transmissibles font l'objet d'une attention soutenue de la part du Ministère de la Santé et de l'Action sociale», a-t-il déclaré, hier, lors de la visite d'une délégation de l'ambassade du Japon au Sénégal.

Dans l'élaboration de ce document, a-t-il précisé, le Sénégal bénéficie de l'expertise de Shinichiro Noda, conseiller technique chargé de la coopération japonaise au Ministère de la Santé et de l'Action sociale. Le chef de la division des maladies non transmissibles a salué l'apport de l'expert nippon, un spécialiste dans le renforcement des systèmes de santé.

Shinichiro Noda, qui a eu à appuyer le Laos et d'autres pays asiatiques, participe actuellement à une recherche internationale sur la santé publique et la résilience des hôpitaux face à la pandémie de Sras-Cov-2.

Alassane Mbengue, le Secrétaire général du Ministère de la Santé et de l'Action sociale, a souligné que le Japon est le seul pays à y avoir un conseiller technique. Ce qui, à ses yeux, traduit l'excellence de la coopération sanitaire entre les deux pays.

Dans la mise en œuvre du plan d'accélération de la lutte contre les maladies non transmissibles, l'accent sera mis sur l'hypertension artérielle et le diabète, a expliqué Dr Malick Anne, soulignant que les résultats de l'enquête Steps (Approche Step wise de la surveillance) en 2015 avait montré qu'un Sénégalais sur trois souffre de ces maladies. Il a ajouté que les cas les plus nombreux ont été recensés dans la région de Diourbel. D'où le choix de démarrer la phase pilote dans cette région et dans le département de Thiès.

Dr Malick Anne a précisé que ce plan s'articule autour de quatre axes : renforcer la communication pour sensibiliser davantage sur les ravages de ces maladies ; assurer une bonne prise en charge par une formation des agents de santé (médecins, infirmiers, sages-femmes et des agents de santé communautaire de base) et équiper les structures de santé. Le troisième axe porte sur la disponibilité des données et le quatrième sur le suivi-évaluation. La coopération avec le Japon dans le domaine de la santé remonte à 1980 avec l'envoi des premiers volontaires. Elle embrasse plusieurs volets : soins de santé primaires, renforcement des ressources humaines et des systèmes de santé. Ces dernières années, l'accent est mis sur le soutien à la réalisation de la Couverture maladie universelle avec l'objectif d'améliorer les prestations de service et de renforcer le financement.

La délégation japonaise était conduite par Takita Yayoï, premier secrétaire de l'ambassade du Japon au Sénégal et Jun Yoshimizu, premier adjoint au représentant-résident de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica).

Mamadou GUEYE

Réchauffement climatique : les insectes ravagent toujours, plus au nord, les forêts boréales

AFP - Les scolytes ravagent les conifères toujours plus au nord, en Finlande à la faveur du réchauffement climatique, mettant en danger des forêts boréales aussi précieuses pour la planète que la forêt amazonienne. Ces petits insectes de couleur marron s'en prennent aux Picea abies, l'une des espèces d'arbres les plus répandues en Finlande, et détruisent lentement des bois entiers. Des morceaux de leur écorce se décollent, des brindilles tombent des branches mortes : creusant pour pondre leurs œufs, les coléoptères dévorent absolument tout autour des conifères et finissent par les tuer en empêchant l'eau et les nutriments venant du sol d'atteindre les branches en hauteur.

Le risque de voir cette épidémie s'étendre est « beaucoup plus élevé désormais » à cause du réchauffement climatique, explique Markus Melin, un scientifique de l'Institut des ressources naturelles de Finlande. « Nous devons l'accepter et nous adapter. Les choses changent très vite ». « C'est un phénomène bien connu : les scolytes des conifères sont l'une des espèces qui profitent le plus du réchauffement climatique pour se répandre », dit M. Melin.

Lutte contre la pauvreté

La solution structurante du Japon

Par Malick GAYE

Plus de 20,2 milliards de francs Cfa dans le cadre bilatéral et 579 milliards Cfa dans le cadre multilatéral, c'est ce que le gouvernement du Japon a injecté au Sénégal dans la lutte contre le Covid-19. Cet appui est reparti comme suit : une somme d'1,5 milliard de francs Cfa prélevée sur le fonds de contrepartie en 2020 et versée au Fonds force Covid-19. Une aide alimentaire en riz a été estimée à 4,75 milliards Cfa. Pour l'appui à la vaccination, un montant d'1 milliard Usd a été investi pour l'initiative Covax dont le Sénégal est bénéficiaire. Toujours dans l'optique d'aider les pays africains, 27 millions Usd pour la fourniture d'équipements de la chaîne de froid. Le Sénégal y a reçu 2,57 milliards Cfa. En ce qui concerne la coopération technique via la Jica, la fourniture de kits sanitaires a coûté 196 millions Cfa, la sensibilisation environ 22 millions Cfa, la formation du personnel soignant 2,75 milliards Cfa et le financement de l'enquête de aéro prévalence a coûté 2,57 milliards Cfa.

Ces chiffres ont été partagés par Shinichiro Noda, conseiller technique chargé de la coopération japonaise au ministère de la Santé et de l'action sociale. En mission au Sénégal depuis juin 2021 pour une durée de 4 ans, ce conseiller en administration de la santé de la Jica est revenu sur son rôle de support technique au ministère dirigé par Marie Khémesse Ngom. Shinichiro Noda a 4 missions au Sénégal. Il s'agit de piloter le comité japonais de coopération. Ainsi, il aide le ministère de la Santé à la création de nouveaux projets structurants. En dehors de la coopération, il appuie le ministère de la Santé dans l'élaboration du Plan d'accélération de la lutte contre les maladies non transmissibles 2023-2024. Shinichiro Noda va ainsi contribuer au Plan national de développement sanitaire et social (Pndss) et au Plan d'investissement pour un système de santé et d'action sociale résilient et pérenne (Pis).

Shinichiro Noda est le «symbole de la coopération japonaise». En effet, cette dernière est articulée sur 3 axes. Qui sont le renforcement des fondements du développement, le renforcement des ressources humaines et l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services sociaux. Ainsi le Japon, à travers la Jica, apporte une coopération technique, une aide financière non remboursable et des prêts concessionnels.

C'est dans cette logique que Ishida Mitsuhiro, expert de la Jica sur l'administration de la pêche, est actuellement en poste au ministère de la Pêche et de l'économie maritime. Il va appuyer le Sénégal sur la gestion durable des ressources et conservations des écosystèmes, le développement de l'aquaculture et la valorisation des produits de la pêche. Dans cette optique, il chapote le projet de Renforcement de capacités pour la cogestion des pêcheries dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (Copao).

mgaye@lequotidien.sn

www.lequotidi

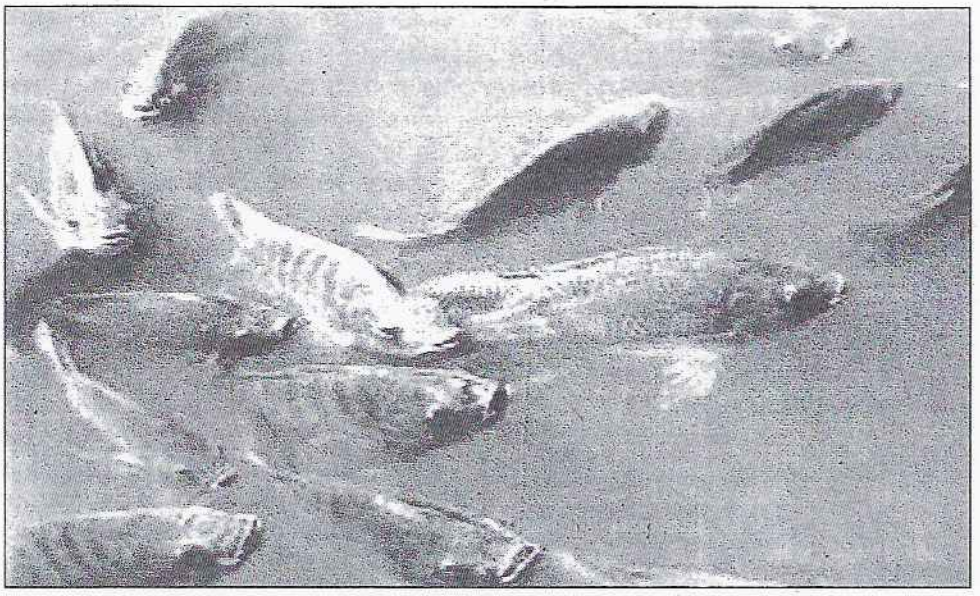
Le Quotidien du mardi 6 décembre 2022

PECHE

DEVELOPPEMENT DE L'OSTREICULTURE, DE L'AQUACULTURE ...

Dakar s'inspire du modèle japonais

L'économie bleue est en train de se développer au Sénégal. L'ostréiculture, l'aquaculture... ne sont plus un secret pour nos techniciens qui ont été capacités par des experts japonais.



Le Sénégal veut promouvoir l'élevage des poissons avec le soutien de la Jica

Avec la raréfaction des ressources halieutiques, le Sénégal veut promouvoir la pisciculture. Et notre pays compte sur la coopération japonaise. En effet, dans le cadre de ses relations de coopération avec le Japon, un expert de la Jica a été affecté au niveau de l'administration des pêches sénégalaises. Ishida Mitsuhiro est en train de développer des stratégies dans la gestion durable des ressources et conservation des écosystèmes, le développement de l'aquaculture et la valorisation des produits de la pêche. Dans le cadre du soutien au renforcement des capacités et orientation technique des conseils locaux de la pêche artisanale, l'expert japonais déroule actuellement des techniques de gestion des pêches pour les récifs artificiels au niveau du village des pêcheurs de Yène. Il dispense également des cours concernant l'amélioration de la technologie de production de pots à poulpe dans le village de Loul Sessène pour promouvoir la pêche aux poulpes. *«A travers la coopération japonaise, nous avons eu à accompagner cinq villages dans la région de Fatick. Cela a permis à ces Gie d'amasser d'importantes sommes d'argent»*, fait savoir Chérif Sambou qui a accueilli la délégation. Actuellement, il y a des privés qui s'activent dans l'élevage du Tilapia, selon lui.

Pour le développement de la filière, il signale que le Code sur l'aquaculture a été adopté et il ne reste que sa promulgation. Il s'agit de créer les conditions d'investissement dans ce domaine. *«Cette loi est venue consolider les privés qui veulent investir dans ce projet. L'aliment des poissons est importé. Cette loi va inciter nos producteurs d'aliments d'animaux à investir dedans. L'élevage d'huîtres est plus facile que celui de poisson. Le poisson tombe malade et il faut le soigner et le nourrir. Et l'aliment coûte cher lorsqu'il est importé. Alors que pour les huîtres, il a un dispositif où ils vont se nourrir naturellement par les eaux de l'étang»*, a expliqué ce technicien du ministère de la Pêche. Chérif Sambou s'exprimait, hier, lors de la conférence de presse organisée par l'ambassade du Japon à la deuxième sphère ministérielle de Diamniadio abritant le ministère de la Pêche et de l'Economie maritime. Chef de Division à la direction des Pêches maritimes, Chérif Sambou qui a présidé les travaux a insisté sur l'importance de ce secteur pourvoyeur d'emplois et de devises. Selon lui, la pêche, *«c'est plus de 250 milliards de devises». «Nous avons une communauté qui ne vit que de la pêche. C'est un secteur qui occupe une grande place au niveau social. C'est un secteur qui emploie plus de 600 mille personnes. C'est un secteur qui compte une grande couche de personnes vulnérables concernant les femmes. Beaucoup de femmes sont dans le mareyage, dans la transformation. Beaucoup reste à faire. Quand la pêche va mal, l'économie le sent»*, dit-il.

Les marchés au poisson du pays sont fréquentés par plus de 3 millions de personnes par jour.

Magib GAYE

Walfadjri du mardi 6 décembre 2022

SENEGAL-JAPON-SANTE-COOPERATION

Dakar et Tokyo en synergie contre les maladies non transmissibles

2022年12月6日9:12

Dakar, 6 déc (APS) – Des experts sénégalais et japonais travaillent sur un projet de lutte contre les maladies non transmissibles qui constituent aujourd'hui un véritable problème de santé publique, a t-on appris, lundi, du chef de la Division de lutte contre les maladies non transmissibles au ministère de la Santé et de l'Action sociale, Dr Malick Anne.

''Sur instruction du ministre de la Santé et de l'Action sociale, nous avons fait un appel à candidatures pour un projet qui a été coconstruit avec le gouvernement japonais. Et aujourd'hui, les experts japonais et sénégalais travaillent ensemble pour mettre en place un projet impactant dans le cadre de la lutte contre les maladies non transmissibles'', a-t-il déclaré.

M. Anne s'exprimait ainsi en marge d'une mission de l'Ambassade du Japon au ministère de la Santé et de l'Action sociale.

Selon lui, les maladies non transmissibles telles que le diabète et l'hypertension artérielles, ''des tueurs silencieux'', qui évoluent à bas bruit, constituent aujourd'hui ''un véritable problème'' de santé publique.

En 2022, a-t-il expliqué, l'OMS a indiqué qu'au Sénégal, 46% des décès sont imputables aux maladies non transmissibles. De même, des statistiques de 2015, ont démontré qu'un Sénégalais sur trois était hypertendue, avec des disparités au niveau des régions, dont 40% à Saint-Louis et 49% à Diourbel.

''C'est ainsi que l'Etat, de concert avec le gouvernement japonais, à travers notamment son conseiller technique chargé de la coopération, Dr Shinichiro Noda, détaché depuis juin 2021 au ministère de la Santé et de l'Action sociale, ont mis en place ce projet pour renforcer la prévention contre ces maladies non transmissibles'', a déclaré Docteur Malick Anne.

Ce projet quinquennal qui porte sur l'hypertension artérielle et le diabète sera mis en œuvre dans un premier temps dans toute la région de Diourbel et dans le département de Thiès, à partir de 2023.

Il va prendre plusieurs points tels que la prévention à travers la sensibilisation, la prise en charge adéquate des prestataires, infirmiers et médecins qui sont au niveau opérationnel, la gestion des données probantes pour les prises de décisions, ainsi que le suivi et évaluation pour l'adapter, a précisé Anne.

Le chef de la Division de lutte contre les maladies non transmissibles a par ailleurs magnifié l'accompagnement technique et financier du Japon à travers son agence de coopération, la JICA.

Revenant sur sa présence au ministère de la Santé et de l'Action sociale, Dr Shinichiro Noda, également expert en Santé publique, a indiqué que son travail consiste, entre autres, à ''piloter la mise en œuvre des projets de santé''de la JICA et à ''soutenir la création de nouveaux projets''.

''Je participe aux réunions de coordination du ministère de la Santé. J'ai contribué à la rédaction du Plan accélération de lutte contre les Maladies Non Transmissibles 2023-2024 et je soutien également les réunions préparatoires au sommet du G7 qui aura lieu au Japon en 2025, avec le ministère des Affaires étrangères et le Directeur de l'OMS'', a-t-il avancé.

Le Japon est le seul pays à disposer d'un expert au ministère de la Santé et de l'Action sociale, a, de son côté, relevé le Secrétaire général de ce département, Papa Alassane Mbengue.

Tout en saluant ''leur pragmatisme'', il a aussi plaidé pour ''un renforcement'' de cette coopération qui a permis jusqu'ici, selon lui, ''la réalisation de l'équipement de plusieurs infrastructures sanitaires'', ainsi que le ''renforcement de capacités'' de Sénégalais.

MK/OID

SENEGAL-JAPON-PECHE-COOPERATION

Un projet régional de développement de l'économie bleue en gestation

2022年12月6日9:00

Dakar, 6 déc (APS) – L'expert de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) sur l'administration de la pêche, Ishida Mitsuhiro, a annoncé, lundi, la mise en place prochaine d'un projet régional de développement de l'économie bleue par l'amélioration de la chaîne de valeur des pêches.

''Actuellement je travaille sur le projet de renforcement de capacités pour la cogestion des pêcheries dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (CAPAO) qui met l'accent sur la gestion et, nous allons à terme mettre en place un projet régional pour le développement de l'économie bleue par l'amélioration de la chaine de valeur des pêches'', a-t-il déclaré.

Ishida Mitsuhiro s'exprimait ainsi en marge d'une mission de l'Ambassade du Japon au ministère de la Pêche et de l'Economie maritime.

Affecté depuis mai dernier à la Direction des Pêches maritimes pour une durée de deux ans, Ishida Mitsuhiro est un expert en transformation et distribution des produits de la mer et en développement de la pêche maritime et des communautés de pêcheurs.

Son mandat, a-t-il dit, consiste à travailler avec ses homologues sénégalais sur ''la gestion durable des ressources et la conservation des ressources naturelles'', ainsi que ''le développement de l'agriculture et la valorisation des produits de la pêche'', conformément à la Lettre de politique sectorielle définie par le ministère de la Pêche et de l'Economie maritime.

Pour le chef de la Division valorisation au niveau de la direction des Pêches maritimes, Cherif Sambou, ''sa présence est une aubaine pour le Sénégal, pour la direction des pêches maritimes parce que nous sommes en train de dérouler un programme de renforcement de capacité des acteurs de la pêche artisanale au Sénégal et dans la sous-région.''

''Nous avons été accompagnés par Ishida en Guinée, au Cap-Vert, en Gambie. Et je pense qu'il commence à prendre place carrément dans l'attelage de ce qu'on fait en matière de gouvernance des pêches dans nos différents pays'', a-t-il avancé

Et, ''en perspective de la fin de cette activité, on va produire avec lui, un guide de la cogestion, une gestion participative avec les acteurs pour cette gouvernance de la pêche et nous projeter vers un projet sur la valorisation aussi sur l'économie bleue'', a ainsi laissé entendre M. Sambou.

''C'est en ce sens qu'il est aujourd'hui entre nos murs pour nous accompagner dans ce travail qu'on apprécie déjà à travers le COPAO, financé par la coopération japonaise, où j'interviens en tant qu'homologue'', a t-il ajouté.

MK/OID

L'APS FAIT PEAU NEUVE
BIENVENUE SUR LE NOUVEAU SITE D'ACTUALITÉ !

CONTACTEZ NOTRE SERVICE COMMERCIAL
POUR UNE MEILLEURE VISIBILITÉ DE VOS ANNONCES

Service Commercial : 33 842 70 51
Mail : apscom.mark@gmail.com

Rédaction Centrale : 33 842 70 49
Mail : redaction.aps@gmail.com

CET ESPACE VOUS PARLE ?
CLIQUEZ-ICI POUR CONTACTER
NOTRE SERVICE COMMERCIAL

33 842 70 51
apscom.mark@gmail.com

DANS LA MÊME CATÉGORIE

SENEGAL-POLITIQUE
OUSMANE SONKO À TIVAOUANE DANS LE CADRE DE SA TOURNÉE NATIONALE

SENEGAL-SANTE
LES AUTORITÉS SANITAIRES INVITÉES À RENFORCER LE VOLET SANTÉ COMMUNAUTAIRE AU NIVEAU DES DISTRICTS

SOCIETE-ELEVAGE
APPEL À UNE RÉVISION DES TEXTES ENCADRANT LE CONTRÔLE SANITAIRE DES ANIMAUX

Walfadjri du mercredi 7 décembre

ALERTE

MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Un Sénégalais sur 3 est hypertendu

L'hypertension artérielle, le diabète... sont, aujourd'hui, un problème de santé publique. Ils sont les plus grandes Maladies non transmissibles (Mnt). Les statistiques de l'Oms chiffrent à 45 % le taux de décès imputables aux maladies non transmissibles.

Selon des spécialistes de la santé, les maladies non transmissibles font des ravages au Sénégal

Auparavant, c'était soit le paludisme, soit le Vih Sida ou la tuberculose qui posaient un problème sanitaire. Tel n'est plus le cas. Actuellement, ce sont les Maladies non transmissibles (Mnt) – Avc, Insuffisance rénale... - qui font des ravages. Ces maladies sont souvent la résultante du diabète et l'hypertension artérielle considérés comme des «tueurs silencieux». Les Mnt constituent un véritable problème de santé publique. En 2022, l'Oms a indiqué que 45 % des décès au Sénégal sont imputables à ces pathologies non transmissibles. Il fallait donc faire des actions énergiques pour lutter contre ces maladies émergentes.

Chef de la Division de lutte contre les Mnt au ministère de la Santé et de l'Action sociale, Dr Malick Anne explique que ces maladies émergentes continuent de prendre des proportions inquiétantes dans le pays. «*La dernière enquête menée avait montré qu'un Sénégalais sur 3 est hypertendu. Il y avait des disparités régionales. Dans la région de Saint-Louis, c'était 30 %. Dans la région de Diourbel, c'était 49 %. En collaboration avec le gouvernement japonais, nous avons fait un projet pour renforcer la prévention et le contrôle. Ce projet a été construit entre experts japonais et sénégalais impactant la lutte des maladies non transmissibles. On a choisi la région de Diourbel et le département de Thiès pour la mise en œuvre du projet*», souligne M. Anne. Il a fait cette annonce, hier, lors de la présentation du projet de lutte contre ces Mnt piloté par la Jica. Le ministère de la Santé et de l'Action sociale, avec la coopération japonaise (Jica), travaille sur un projet de lutte contre les maladies non transmissibles. L'expert Dr Shinichiro Noda de la Jica a été détaché au cabinet du ministère de Santé et de l'Action sociale pour apporter son expertise dans la lutte contre ces maladies des temps modernes. Dr Noda a apporté son soutien à la rédaction du Plan d'accélération de la lutte contre les maladies non transmissibles.

Le projet va prendre en compte la prévention pour permettre aux populations de connaître les maladies non transmissibles et former les relais communautaires dont les *Bajenu Gokh* pour mieux communiquer sur ces maladies. Il y a également un volet de prise en charge adéquate des patients pour faire en sorte que les médecins puissent lire l'électrocardiogramme et disposer de matériels... Le projet permettra également de générer les données pour que le pays puisse fonder sa politique sur des données probantes avec une analyse rigoureuse. Il y a également un aspect portant sur la suivie – évaluation pour voir ce qu'on est en train de faire et à réadapter. Le projet sera mis en œuvre pour 5 ans (2023 à 2027). Ce, pour renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles.

Magib GAYE

ETUDE

ERADICATION DE LA «MALADIE DU SOMMEIL» OU TRYPANOSOMIASE AFRICAINE

La molécule Acoziborole peut faire l'affaire

D'ici 2030, le monde pourrait mettre une

DIAGNOSTIC — TRAITEMENT COUTEUX

Walfadjri du jeudi 8 décembre

COOPERATION

ECHANGES CULTURELS

L'Empire du *Soleil Levant* s'essaie à la lutte traditionnelle

En sus de son programme littéraire *Haïku* qui lie le Japon à l'élite littéraire sénégalaise, la lutte traditionnelle intéresse l'*Empire du Soleil Levant* au point d'envoyer un volontaire spécialisé sur la lutte olympique pour former de jeunes sénégalais dans cet art. Dans le cadre d'une visite de presse, la délégation japonaise a effectué une descente à Thiès. Les volontaires de la Jica envoyés dans la Cité du rail (Inefja, Ief de Thiès et au Cneps) se sont intégrés dans la communauté. Culturellement, ils sont bien intégrés et utilisent les langues locales pour s'exprimer.

Le volontaire Shogo Uozumi est envoyé au Centre national d'éducation populaire et sportive (Cneps) de Thiès et il entraine de jeunes lutteurs deux fois par semaine afin de les faire participer aux Jeux olympiques de la jeunesse organisés au Sénégal en 2026. Il s'est bien intégré au point de s'exprimer en *Sérère* et de s'illustrer dans des *Bakk* (danse des lutteurs). Le service des volontaires japonais pour la coopération internationale est un programme de la Jica dont le but est de contribuer au développement social, économique et environnemental du Sénégal par l'envoi d'un personnel qualifié dans divers domaines ; ceux-ci sont liés au développement dans des régions défavorisées qui sollicitent l'intervention des volontaires. Basé sur une demande du Sénégal, ce projet recrute des Japonais qui ont les compétences, les connaissances et l'expérience appropriées et qui veulent les utiliser au profit du Sénégal. De ce fait, ils sont déployés après sélection et formation.

Ces volontaires sont affectés dans les services décentralisés de l'Etat, pour une durée moyenne de deux ans. Ils travaillent en étroite collaboration avec les populations pour une meilleure prise en compte de leurs besoins. La qualité est le critère central de la coopération japonaise. Le programme des volontaires met un accent particulier sur la qualité des relations humaines et le changement de comportement pour le développement et la compréhension mutuelle.

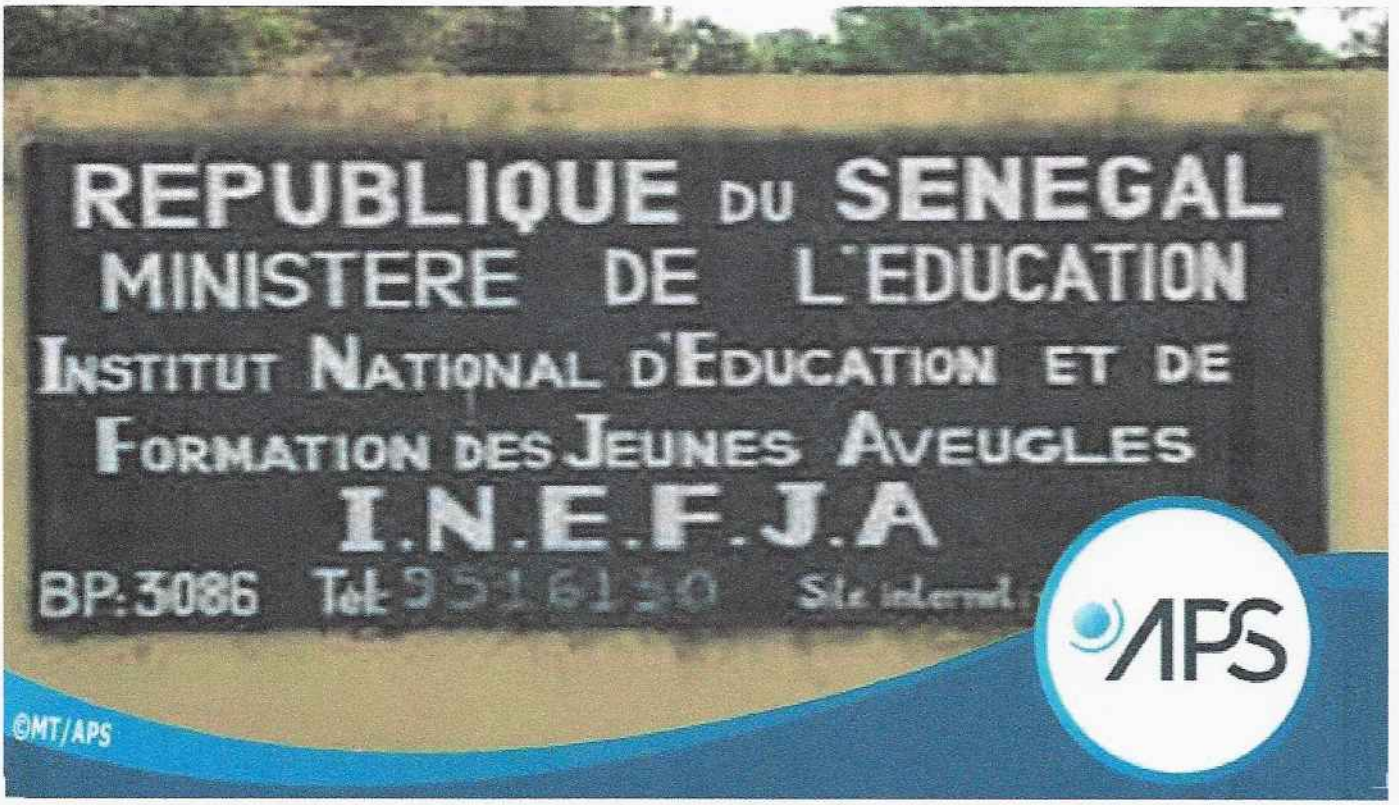
M. GAYE

www.walfnet.com

SENEGAL-JAPON-SOCIETE-SPORT

Plaidoyer pour la mise aux normes du terrain de cécifoot de l'INEFJA

2022年12月8日12:34



Thiès, 8 déc (APS) – Le Directeur général de l'Institut national d'éducation et de formation des jeunes aveugles (INEFJA) de Thiès (région centre), Sacoura Dièye, a sollicité, mercredi, l'expertise japonaise pour le renouvellement du plateau technique de leur terrain de cécifoot afin qu'il soit conforme aux normes paralympiques.

''Nous comptons vraiment sur l'expertise de Yudai Matsuo et Kaoru Takemoto pour renouveler le plateau technique du terrain de cécifoot que nous voulons mettre aux normes paralympiques'', a-t-il déclaré en marge d'une visite organisée par l'Ambassade du Japon au Sénégal l'INEFJA.

Yudai Matsuo et son homologue Kaoru Takemoto sont des volontaires japonais affectés à l'INEFJA de Thiès où ils s'activent comme éducateurs physiques et moniteurs en cécifoot, appelé aussi football à cinq déficients visuels.

De concert avec leurs collègues sénégalais, ''ils sont en train de produire pour permettre à l'INEFJA d'être en mesure d'organiser un championnat local et d'accueillir très prochainement la coupe d'Afrique de cécifoot'', a fait savoir M. Dièye.

Revenant sur leur présence à l'INEFJA, il a soutenu que ces deux volontaires qui ont ''le sens de l'humilité et du partage'', apportent également ''du plus dans le vécu des enfants ; en contribuant efficacement à leur épanouissement psychomoteur et intellectuel.''

''Le service des volontaires japonais pour la coopération internationale est un programme de la l'Agence japonaise de la coopération (JICA), dont le but est de contribuer au développement social, économique et environnemental du Sénégal par l'envoi d'un personnel qualifié dans divers domaines'', a de son côté indiqué la chargée de programme de la JICA, Yacine Fall.

Ce projet recrute des Japonais qui ''ont les compétences, les connaissances et l'expérience appropriées, et veulent les utiliser au profit des services décentralisés de l'Etat, pour une durée moyenne de deux ans.''

Mme Fall a par ailleurs rappelé que la coopération entre le Sénégal et le Japon a réellement débuté avec l'envoi de 3 volontaires qui sont intervenus dans le maraichage, la transformation de produits halieutiques et l'infirmerie, à Thiès, en 1980.

Depuis lors, a-t-elle renseigné, ''plus de 1000 volontaires ont servi au Sénégal'', précisant sur ce point qu'en raison de la pandémie de Covid-19 tous les volontaires étaient repartis au Japon en mars 2020.

''Environ deux ans et demi plus tard, à la fin du mois d'août 2022, la JICA a réactivé le déploiement des volontaires et la réaffectation pour certains'', selon elle.

Yacine Fall a cité la présence de deux jeunes volontaires, Tokuwato Sho et Shogo Uozomi, déployés respectivement à l'inspection de l'Education et de la Formation et au Centre d'Education Populaire et Sportive (CNEPS) de Thiès.

''Le premier participe à l'amélioration de la qualité de l'éducation de la petite enfance au Sénégal ; tandis que le second entraine des jeunes lutteurs afin de faire participer des jeunes aux jeux olympiques de la jeunesse qui seront organisés au Sénégal en 2026'', a-t-elle précisé.

MK/OID

Share Tweet Email Share Share Share

Politique | Société | Economie | Culture | Sport | Environnement | Agenda | International | Dossier Coupe du Monde 2022 | Audio Mediatheque | Video Mediatheque | Image Mediatheque | Dossier spécial : déclaration de politique générale | Infographie

DANS LA MÊME CATÉGORIE

Le Soleil du vendredi 9 décembre

THIÈS

Le travail des volontaires japonais magnifié

À l'Institut national d'éducation et de formation des jeunes aveugles de Thiès, des volontaires initient des enfants déficients visuels à la pratique du sport. En collaboration avec la Fédération de sport des déficients visuels, ces volontaires veulent instaurer un championnat régulier de Céci-foot.

THIÈS - Dans le cadre de la revue globale de sa coopération avec le Sénégal, l'ambassade du Japon à Dakar a dépêché une délégation à Thiès pour recueillir les feedbacks des structures bénéficiaires. C'est ainsi que la chargée d'affaire culturelle et sa délégation se sont rendues, hier, à l'Institut national d'éducation et de formation des jeunes aveugles (Inefja), à l'Inspection de l'éducation et de la formation (Ief) et au Centre national d'éducation populaire et sportive (Cneps).

Lors de la première étape de la visite dans les locaux de l'Inefja, la délégation japonaise a eu droit à deux séances de démonstration dans la salle d'éducation physique et au terrain de football.

Dans la salle de sport, la chargée de cours, assistée du volontaire Kaoru Takemoto, a montré comment les enfants non-voyants peuvent eux aussi faire de l'activité sportive adaptée à leur condition de handicap. Par la suite, la délégation a été invitée à suivre une petite séance de Céci-foot où deux équipes se sont affrontées au terrain de football. Le responsable de l'encadrement, Aly Dia, a expliqué le projet déroulé en collaboration avec le volontaire japonais Yudai Matsuo dans le cadre du sport, spécifiquement du Céci-foot. L'instructeur pour personnes déficientes visuelles à l'Inefja, coordonnateur du projet d'éducation inclusive, a précisé que le football pour déficients visuels est une discipline non seulement à l'Inefja, mais aussi dans les autres écoles inclusives de la ville de Thiès. Ainsi, tous les après-midis, le volontaire Yudai Matsio accompagne des formateurs et encadreurs dans les entraînements. Aly Dia a annoncé qu'ils ont aussi travaillé à mettre en place la première fédération de sport pour déficients visuels qui a pour mission la promotion et la vulgarisation du Céci-foot.

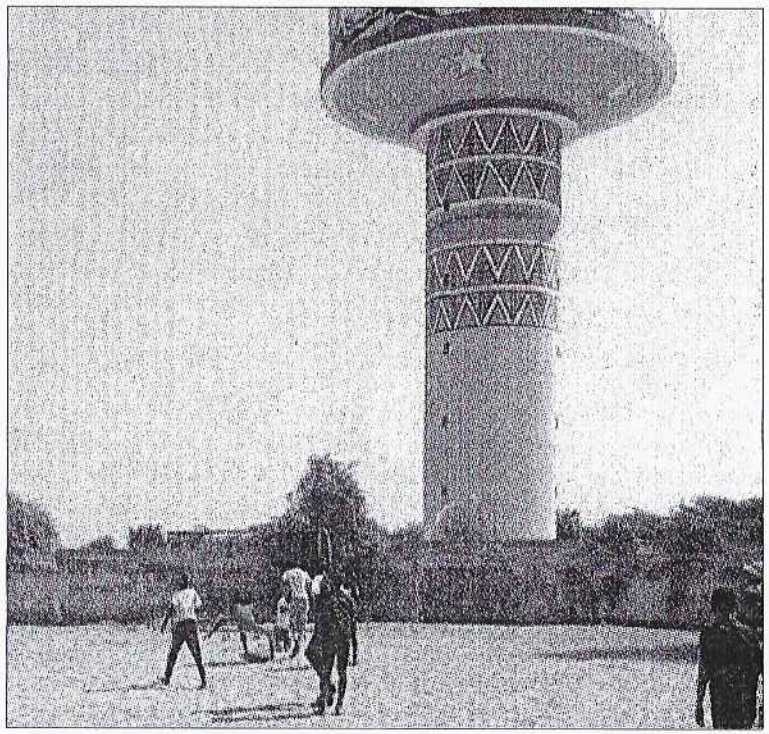
Un plan d'actions est élaboré pour les formations des acteurs qui reste un volet important eu égard à la spécificité de cette nouvelle discipline sportive. L'instructeur a fait noter qu'il y a beaucoup d'acteurs qui contribuent, à côté des joueurs non-voyants, avec les entraineurs, les guides qu'il faut aussi former.

Terrain paralympique

Par ailleurs, le volontaire japonais a déjà travaillé avec l'équipe locale pour élaborer un guide qui encadre la formation des acteurs de terrain tels que le guide, le coach et le gardien de but. À la fin du processus de formation, il y aura la phase de mise en place d'un championnat régulier de Céci-foot au niveau de l'Inefja, en collaboration avec la Fédération de sport des déficients visuels. L'Inefja développe son programme sportif dans quatre académies à Saint-Louis, à Kaolack, à Ziguinchor et à Thiès où la demande d'accompagnement est très forte. C'est pourquoi une requête est adressée à l'ambassade pour l'envoi d'un autre volontaire pour seconder Matsio.

L'autre chantier, c'est l'installation du plateau technique sportif avec un terrain adapté et fonctionnel. Actuellement, beaucoup de choses manquent pour le bon déroulement des activités.

Un dossier complet est confectionné pour mettre aux normes le terrain qui sera homologué terrain paralympique. L'ambition c'est de recevoir la Coupe d'Afrique de Céci-foot.



Des volontaires japonais initient des enfants déficients visuels de Thiès à la pratique du sport.

Dans l'après-midi, la délégation s'est rendue d'abord à l'Inspection de l'éducation et de la formation (Ief) avant de rallier le Cneps.

Le président du Comité régional de gestion (Crg) de la lutte de Thiès, Habibou Diallo a témoigné de la bonne appréciation de la présence des volontaires de la Jica à Thiès. Il a indiqué que le volontaire spécialiste de la lutte olympique, Shogo Uozumi, s'est si bien adapté qu'il est considéré comme un Thièssois. Il travaille avec beaucoup de sérieux à la lutte, surtout chez les petites catégories. Pour M. Diallo, l'appui du spécialiste se faisait sentir avec les prochains Jeux olympiques de la jeunesse (Joj) prévus en 2026 au Sénégal. Il a ajouté que sous ce registre, le comité régional de Thiès en a besoin pour bien préparer sa participation pour la lutte olympique. Songo est là pour apprendre aux enfants toutes les astuces, les contours et technologiques de la lutte olympique différente à bien des égards à la lutte traditionnelle pratiquée au Sénégal.

Mbaye Sarr DIAKHATÉ
(Correspondant)

RAPPROCHEMENT DE L'ADMINISTRATION DES USAGERS

Un bureau relais de la

SYSTÈME ÉDUCATIF

La Jica accorde 30 milliards de FCfa au Sénégal

Dans le cadre de son programme d'assistance au système éducatif sénégalais, l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) va injecter, dans les trois prochaines années, 30 milliards de FCfa comme appui budgétaire au Ministère de l'Education nationale. Les responsables de la Jica effectuaient, hier, à Diamniadio, une revue des interventions de la coopération nipponne dans le secteur de l'éducation au Sénégal.

RUFISQUE - Le Japon, à travers son agence de coopération internationale, la Jica, va mettre à la disposition du Ministère de l'Education nationale, dans les trois prochaines années, 30 milliards de FCfa. C'est ce qu'a annoncé, hier, à Diamniadio, la Conseillère technique de la Jica, lors d'une visite au Ministère de l'Education nationale. Mme Yoko Matsuya Koundoul qui faisait le point sur la revue des interventions de la coopération japonaise dans le secteur de l'éducation a expliqué que cette somme est accordée sous forme d'appui budgétaire étalé sur trois ans (2023, 2024 et 2025). L'enveloppe vise à accompagner les efforts du Gouvernement du Sénégal dans la mise en œuvre du Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence-Education/Formation (Paquet-Ef), a indiqué Mme Koundoul. Cet appui budgétaire sectoriel, dit-elle, est une nouveauté dans le cadre de cette coopération qui, jusque-là, s'arrêtait dans des interventions au niveau des projets.

Confirmant ces propos, le Directeur de la planification et de la réforme de l'éducation au Ministère de l'Education nationale, Cheikhna Lam, d'ajouter que c'est une première qui va permette de soutenir les investissements dans le cadre de la mise en œuvre du Paquet/Ef. Selon M. Lam, 90% du budget du Ministère sont consacrés au fonctionnement, la portion faible, c'est-à-dire 10% seulement sont destinés à l'investissement, or c'est sur cet investissement que se trouvent les axes liés à la qualité et à la formation. Le Gouvernement, a-t-il rappelé, fait appel aux partenaires techniques et financiers comme la Jica pour pallier l'insuffisance des ressources destinées aux investissements. «Dans le cadre de la mobilisation de ce partenariat, on a eu la chance, cette année, de bénéficier d'un appui budgétaire qui nous provient de la Jica qui, traditionnellement, intervenait sur des projets et c'est la première fois que nous avons la chance de travailler avec elle sur un appui budgétaire», a déclaré Cheikhna Lam. Il est revenu sur le processus de formulation de cet appui budgétaire sectoriel qui, dit-il, a vu la participation des représentants de la Jica et des experts du Ministère de l'Education nationale à travers plusieurs séances de monitoring.

La Secrétaire générale du Ministère de l'Education nationale a, au nom du Ministre, salué l'importance de la coopération japonaise dans le secteur de l'éducation et de la formation. Celle-ci, selon Khady Diop Mbodj, a eu à intervenir dans plusieurs projets concernant l'amélioration des enseignements-apprentissages. Elle cite, entre autres, le Projet d'amélioration des apprentissages des mathématiques à l'élémentaire (Paame) qui en est à sa deuxième phase. «Une deuxième phase qui accorde une importance particulière à la centralité de l'élève dans les processus d'enseignements-apprentissages», note Mme Mbodj.

«Avec la coopération japonaise, nous avons toujours eu des interventions de ce genre en termes d'appui dans la mise en œuvre de nos programmes d'éducation», a-t-elle ajouté.

La Jica a beaucoup investi dans la construction d'infrastructures scolaires au Sénégal.

Daouda GUEYE (Correspondant)

4 122 salles de classe et 2 centres régionaux de formation construits par le Japon

Faisant le bilan de la coopération japonaise dans le secteur de l'éducation depuis 1995, la Conseillère technique de la Jica, Yoko Matsuya Koundoul, rappelle qu'en sus des appuis financiers, la coopération nipponne compte à son actif la construction de 4.122 salles de classes à travers le pays et de deux centres régionaux de formation des personnels de l'éducation (Crfpe) à Rufisque et Fatick. Elle souligne aussi, l'implication du Japon dans le processus de mobilisation et de participation des communautés dans la gestion des écoles. Mme Koundoul plaide pour le développement d'une vision holistique mettant l'élève au centre des préoccupations dans tous les programmes en cours dans le secteur de l'Education. **D. GUEYE**

COOPÉRATION SÉNÉGAL - JAPON DANS LE SECTEUR AGRICOLE

Les investissements vont atteindre 60 milliards de FCfa en 2027

Le Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, de l'Equipement rural et de la Souveraineté alimentaire a salué, hier, l'impact de la coopération japonaise dans le secteur de l'agriculture. Papa Malick Ndao a annoncé que les investissements cumulés de la Jica vont atteindre 60 milliards de FCfa en 2027. Il s'exprimait à l'occasion d'une visite des responsables de l'Agence japonaise de coopération (Jica) au dit Ministère.

RUFISQUE - Le volume des investissements de la coopération japonaise dans le secteur de l'agriculture, depuis 2012, atteindra les 60 milliards de FCfa à l'horizon 2027. C'est ce qu'a relevé le Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, de l'Equipement rural et de la Souveraineté alimentaire. Papa Malick Ndao s'exprimait au cours d'une rencontre avec une délégation de la Jica (Agence de coopération japonaise), hier, à Diamniadio. À cette occasion, les deux parties ont fait une revue des interventions de la Jica dans le secteur de l'agriculture, notamment dans les filières riz et horticoles. «Globalement la coopération avec le Japon est dynamique.

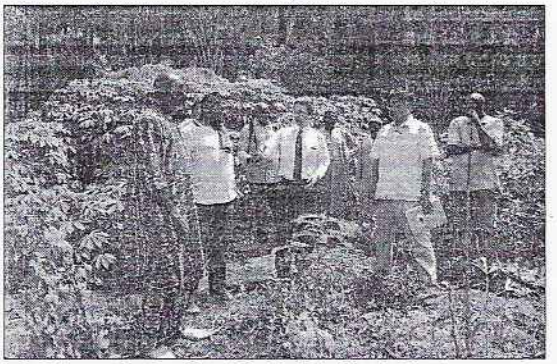
Les investissements japonais dans le secteur agricole nous permettent aujourd'hui d'avoir des résultats satisfaisants mais surtout de contribuer à l'autosuffisance et à la souveraineté alimentaires», a-t-il dit. Ces investissements sont essentiellement concentrés dans des projets comme le Projet d'amélioration de la productivité du riz dans les aménagements hydro-agricoles de la vallée du fleuve Sénégal (Papriz), qui est à sa troisième phase. Il y a aussi, dans le secteur horticole, le Projet de promotion des petits exploitants horticoles (Shep), dont la deuxième phase va démarrer en 2023, avec une mise à l'échelle sur l'ensemble du territoire national.

Au-delà de ces financements, la coopération japonaise comporte également un volet technique, avec la mise à la disposition du Ministère de l'Agriculture d'un conseiller agricole. Ce dernier travaille, en collaboration avec les autorités du Ministère, sur les articulations entre le programme agricole du Gouvernement et les projets à mettre en œuvre par la Jica. Le dernier conseiller, arrivé en 2021, a visité huit régions du Sénégal. Une présence qui, selon Papa Malick Ndao, a contribué au renforcement des capacités des producteurs et à l'amélioration des semences certifiées.

Les recommandations d'un expert japonais

Dans sa présentation, le conseiller technique Takashi Seo a souligné les performances des producteurs agricoles, notamment des riziculteurs dans les régions de Saint-Louis et de Matam. Mais il a relevé des difficultés liées au manque de ressources humaines et financières et surtout l'inadaptation des machines utilisées aux conditions du pays en général. Autant de facteurs qui plombent la mise en œuvre du programme agricole du Sénégal. En effet, de l'avis de l'expert japonais, la production de l'oignon est satisfaisante, mais, souligne-t-il, jusqu'à 50% des récoltes sont perdues faute d'unités de conservation. Concernant la riziculture, ajoute M. Seo, la production locale souffre encore du déficit de semences de qualité, notamment à Saint-Louis ; ce qui empêche l'atteinte d'un certain niveau de production. Au Sénégal Oriental, c'est la main-d'œuvre qui fait défaut, car la plupart des travailleurs sont dans les zones minières. Ainsi, pour rendre plus performante l'agriculture, l'expert japonais a fait savoir qu'il était en train de travailler sur l'introduction de machines japonaises qui pourraient aider les producteurs et contribuer à l'amélioration de la production. Il a aussi insisté sur la nécessité de développer la chaîne de valeur riz et l'agrobusiness pour booster les exportations, le tout avec une bonne stratégie de marketing.

Daouda GUÈYE (Correspondant)



Le Projet de promotion des petits exploitants horticoles (Shep) est l'une des composantes essentielles de la coopération japonaise.

Les entreprises étrangères emploient plus de 2 millions de personnes en France

AFP- Les quelque 17.000 entreprises sous contrôle étranger employaient en 2020 2,1 millions de personnes sur le territoire français, selon des données publiées jeudi par l'Institut national de la statistique (Insee). Les entreprises américaines sont les premières pourvoyeuses étrangères d'emplois en France, avec 461.600 emplois. L'Allemagne (341.500) et la Suisse (249.600) se hissent ensuite sur le podium, devant un groupe de quatre pays dont les entreprises emploient plus de 100.000 personnes (dans l'ordre : le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et le Japon), précise l'Institut national de la statistique et des études économiques. Près d'un emploi sur deux sous contrôle étranger (46%) est offert dans des entreprises de taille intermédiaire (de 250 à 4.999 salariés salariés), et 38% dans de grandes entreprises (5.000 salariés et plus). Un gros tiers des postes proposés en France par des sociétés étrangères le sont dans le secteur industriel (34,1%), qui devance le commerce (27,5%) et les services administratifs et de soutien aux entreprises (17,7%). En termes de salaires, ces emplois coûtent plus cher aux entreprises étrangères qu'à leurs concurrentes françaises.

La France s'enorgueillit d'être le pays le plus attractif en Europe pour les investisseurs étrangers par le nombre de projets -- 1.222 en 2021, selon le baromètre du cabinet EY. Mais les projets accueillis par la France sont en moyenne plus petits, avec 38 emplois créés, contre 45 en Allemagne et 68 au Royaume-Uni. Et selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), sur la période 2015-2020, les entreprises françaises ont davantage investi à l'étranger que les firmes étrangères ne l'ont fait dans l'Hexagone.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Unne Foi
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE
DES IMPOTS ET DES DOMAINES

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

CENTRE DES SERVICES FISCAUX
DE LOUGA

BUREAU DES DOMAINES
N° 002344 MEFB/DGID/DSF/CSF.LG/BD

AVIS AU PUBLIC

Le Chef du Bureau des Domaines de LOUGA, Commissaire-Enquêteur soussigné, informe le public intéressé qu'une **enquête de commodo et incommodo** d'une durée de **huit (08) jours** sera ouverte à LOUGA au sujet de l'immatriculation au nom de l'Etat, d'un terrain du Domaine National, sis à **THIOKHNA,** dans le département de **Louga,** région de Louga, d'une superficie de **490 mètres carrés,** objet du **lot n°353/B**, en vue de son attribution par voie de bail.

Pendant la durée de l'enquête qui commence le **lundi 09 décembre 2022** pour se terminer le **lundi 16 décembre 2022,** un dossier comprenant entre autres le plan de situation du terrain sera ouvert au Bureau des Domaines de Louga où toute personne intéressée pourra consigner ses observations et avis, tous les jours ouvrables de huit (08) heures à seize (16) heures.

Fait à Louga

Le Commissaire-Enquêteur
Serigne Assane Fall DIA

Publication 09 DEC. 2022 - BN

REGION DE SAINT LOUIS
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE PODOR
Quartier lao Demba Podor
Tel : 33 965 11 78/79 BP : 30
GESTION : 2022

Avis d'Attribution Provisoire (AAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT N° : T_CDPR_015

Numéro du marché : No : T_CDPR_015
Dénomination du marché : AMENAGEMENT DE NEUF (09) DECHARGES DANS LES COMMUNES DU DEPARTEMENT DE PODOR
Nombres d'offres reçues : quatre (04)

N°	Nom de l'entreprise	NINEA	Numéro de tel	Représentants
1	M2S, Multiservices	0075100781k1	77 806 8 7 06	Mouhamed SY
2	Walo Agri Thiagar	0052045161k1	33 963 62 55	Baba DIALLO
3	Groupe Plus + Plus Oil	009202160 2K1	78 376 46 81	Amadou SARR
4	EXEL CONSTRUCTION	005045631T1	77 554 12 00	Samba BABALY LY

Nombre de lots constitués : 4 lots **Nombre de lots attribués : 3 lots**
Les propositions retenues sont celles de :
Walo Agri Thiagar pour le lot 01 jugées conformes et respectant le dossier d'appel d'offre;
M2S, Multiservices pour les lots 03 et 04 jugées conformes et respectant le dossier d'appel d'offre.
Le lot 2 n'est pas attribué pour insuffisance de crédit.
La publication du présent avis est effectuée en application de l'article 83, alinéa 3 du Code des Marchés publics. Elle couvre dans un premier temps le délai pour un recours gracieux auprès de L'Autorité Contractante, puis dans un deuxième temps d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, en vertu de l'article 89 dudit Code.

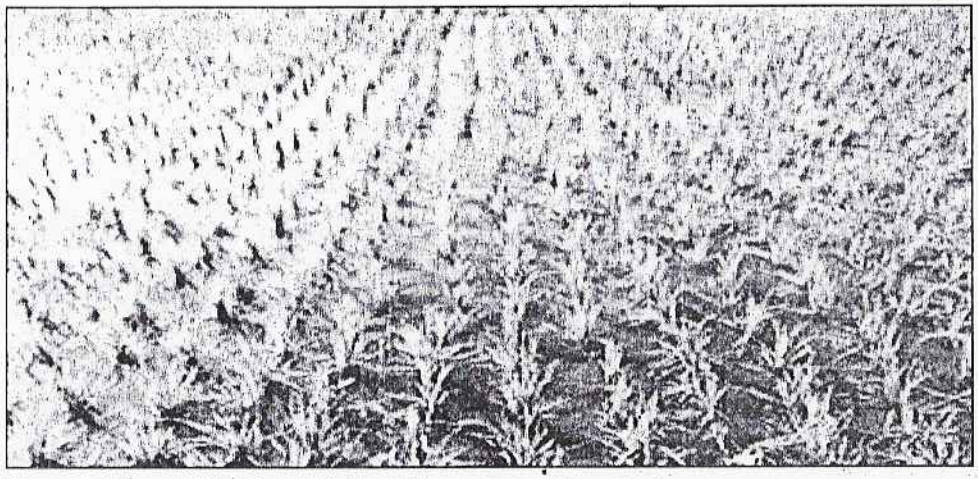
Le Président du Conseil Départemental
Mamadou DIA

Publication 09-12-2022-MMN

DIAGNOSTIC EQUIPEMENTS AGRICOLES INADEQUATS, DIFFICULTES DANS LA GESTION DE L'EAU ...

Ces goulots d'étranglement à l'essor de l'agriculture

Détaché au ministère de l'Agriculture comme technicien en politique agricole, l'expert japonais Takashi Seo a livré les manquements qui plombent ce secteur. Lesquels sont liés à une mécanisation inadéquate, des difficultés à maîtriser l'eau, l'absence de compétitivité du riz local et des produits horticoles.



Un expert japonais liste les obstacles à l'essor de la culture du riz

Un expert japonais a exposé au ministère de l'Agriculture, de l'Equipement rural et de la Souveraineté alimentaire les goulots d'étranglements de l'agriculture sénégalaise. L'expert nippon Takashi Seo, détaché dans ledit département ministériel comme technicien en politique agricole a, en effet, livré les manquements qui plombent ce secteur. Lesquels sont liés à la mécanisation, la gestion de l'eau, l'absence de compétitivité du riz local et des produits horticoles... Lors des visites de terrain, l'expert japonais a également constaté que dans certaines zones les équipements agricoles ne sont pas adaptés aux réalités du terrain ou sont inexistants. *«De grandes pertes de production sont causées essentiellement par l'absence de chambre froide, de mauvaises conditions de conservation... »*, dit-il. Puis il a insisté sur une révision de la stratégie nationale de développement de la riziculture et une mise à disposition d'équipements post-récolte (batteuses et décortiqueuses) aux producteurs de 12 régions.

Takashi Seo s'exprimait, hier, lors d'une rencontre entre les agents du ministère et une délégation japonaise conduite par le Premier secrétaire de l'ambassade du Japon à Dakar. Il a ainsi plaidé pour un renforcement de la compétitivité du riz produit au Sénégal par l'amélioration de sa productivité et l'amélioration de la rentabilité, de la qualité et de la distribution des cultures horticoles. L'expert nippon a également plaidé pour la promotion de l'exportation et la diversification des cultures en établissant des chaînes d'approvisionnement. *«La coopération entre le Japon et le Sénégal est des plus cordiales, empreinte de respect mutuel, de chaleur humaine et d'une vision partagée sur la marche du monde»*, affirme Papa Malick Ndao le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture qui a informé que depuis 2012, la Jica a pu mobiliser un financement de 60 milliards de Frs Cfa dans les différents projets de coopération avec notre pays. Il s'agit du projet d'amélioration de la productivité du riz dans la vallée du Fleuve Sénégal qui a contribué à l'amélioration de la qualité du riz transformé en équipant des rizeries. Il y a également le projet d'appui à la production durable du riz pluvial qui a permis de former les conseillers rizicoles de beaucoup de structures du ministère dans les régions centre du Sénégal, mais aussi des riziculteurs dans ces régions. *«L'amitié du Japon n'a jamais fait défaut par rapport aux préoccupations quotidiennes. C'est ainsi qu'une multitude de projets ont tous permis d'améliorer les conditions de vie des populations»*, a ajouté Papa Malick Ndao.

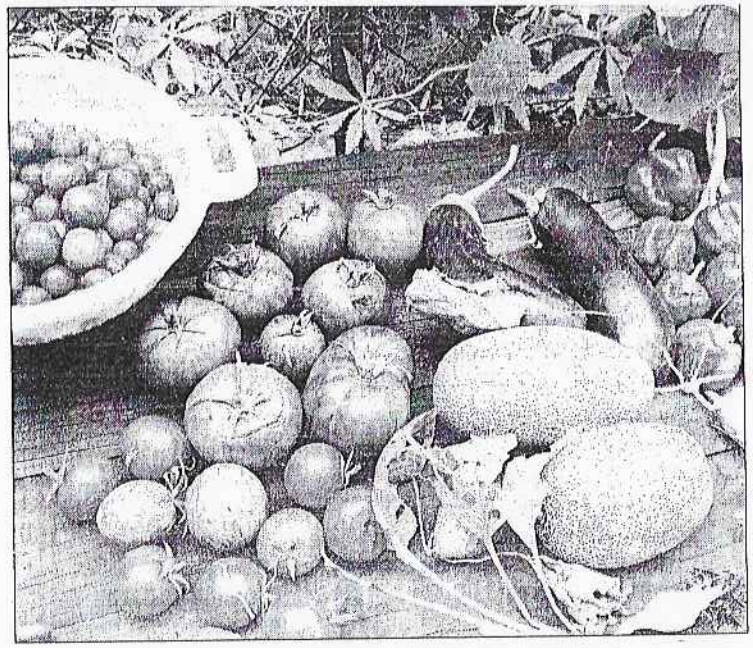
Magib GAYE

www.walfnet.com

Walfadjri du Vendredi 9 décembre 2022

REFLEXION Freins à la souveraineté alimentaire

L'obstacle des ressources humaines et financières



Le Sénégal devra trouver une solution pour pallier le manque de ressources humaines et financières, s'il veut atteindre la souveraineté alimentaire. C'est la conviction de l'expert japonais, Takashi Seo.

Par Malick GAYE

Les crises exogènes ont le mérite de rappeler aux gouvernements la nécessité de la souveraineté alimentaire. Le Sénégal, qui n'avait pu en 2017, atteindre l'autosuffisance alimentaire en riz, va proposer un nouveau plan stratégique visant à assurer la souveraineté alimentaire. Si le plan n'est pas encore publié, l'expert japonais, Takashi Seo, a d'ores et déjà identifié deux freins qui pourraient annihiler les efforts du Sénégal. Il s'agit du manque de ressources humaines et financières. Conseiller technique au ministère de l'Agriculture, Takashi Seo a affirmé que *«l'objectif du gouvernement est l'atteinte de la souveraineté alimentaire, mais le manque de ressources humaines et financières constaté sur le terrain sont les plus grands freins. Il faut y remédier. Le Covid-19 ainsi que la guerre russo-ukrainienne ont beaucoup impacté le monde agricole»*. Il s'exprimait avant-hier, dans les locaux du ministère de l'Agriculture, de l'équipement rural et de la souveraineté alimentaire.

Venu du Japon pour appuyer les services de Aly Ngouille Ndiaye, le technicien analyse la situation actuelle de l'Agriculture au Sénégal, notamment la révision de la stratégie nationale de développement de la riziculture sénégalaise. *«Le problème c'est la mise en œuvre par le ministère de l'Agriculture qui a un problème de mécanisation et de la qualité des semences certifiées. Je me concentre sur ces deux points»*, a-t-il expliqué. Pour lui, les entreprises japonaises ont la capacité d'apporter une valeur ajoutée à l'agriculture locale. *«Je travaille au renforcement de la coopération entre les entreprises agricoles du Japon et celles du Sénégal. Je suis ici dans le cadre de la relation bilatérale, mais j'ai aussi la possibilité de renforcer la collaboration avec le secteur privé»*, a-t-il déclaré. Avant d'ajouter ceci : *«Nous sommes pour une collaboration des secteurs privés de nos deux pays. Sur ce, nous estimons que la transformation des produits agricoles ici, avant de les exporter, est la meilleure option.»*

En mission au ministère de l'Agriculture, de l'équipement rural et de la souveraineté alimentaire, Takashi Seo est chargé de renforcer la production de semences certifiées pour la riziculture pluviale. Il a en charge le développement d'un cadre pour l'introduction de machines agricoles adaptées aux conditions locales.

Takashi Seo va chercher à promouvoir l'exportation de cultures de diversification en établissant des chaînes d'approvisionnement fiables. Takashi Seo doit aussi suivre, pour le compte de la Jica, les projets financés par le bras financier de l'agence de coopération dans le domaine de l'agriculture. Dans ce cadre, il a déjà collecté des données dans 8 régions.

mgaye@lequotidien.sn

Le Quotidien du Samedi 11 décembre 2022